



Publié le 08/12/2023

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2023-790 PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT : ECHAFAUDAGE 14 rue de la République

Le Maire d'Aureilhan,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **Vu** le Code de la Voirie Routière,
- **Vu** le Code de la Route et notamment l'article R 417-10 ;
- **Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 novembre 2022, fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour l'occupation du domaine public pour activités commerciales,
- **Vu** la demande en date du 4 décembre 2023, par laquelle l'entreprise AMC Groupe représentée par Monsieur Maxime ALARCON sollicite l'autorisation temporairement d'occupation du domaine public communal en vue d'installer un échafaudage, pour effectuer des travaux de ravalement,
- **Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux,

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise AMC Groupe est autorisée à installer un échafaudage en occupant le domaine public, à hauteur du 14 rue de la République, du 4 décembre 2023 au 12 janvier 2024.

Article 2 :

Le permissionnaire est autorisé aux fins de sa demande pour lui de se conformer aux dispositions des règlements ci-dessus visés et aux conditions spéciales suivantes :

- L'installation de l'échafaudage sera conforme à la réglementation en vigueur ;
- Durant les travaux, un passage protégé pour les piétons devra être mis en place en dessous de l'échafaudage ou par la mise en place d'une déviation sécurisée invitant les piétons à contourner l'échafaudage ;
- Une signalisation réglementaire aux travaux de nuit doit être mise en place.

Article 3 :

L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance. (9 m2 x 40 jours x 0.55) soit la somme de 198 euros (cent quatre-vingt-dix-huit euros) suivant le tarif établi par le Conseil Municipal.

Article 4 :

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 5 :

La signalisation réglementaire, conforme au livre I - 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1982 sera mise en place, entretenue et déposée, par l'entreprise AMC Groupe.

L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée du chantier.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Tout stationnement sera considéré comme gênant (article R417-10 du Code de la Route).

Article 7 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

Il sera également affiché aux extrémités du chantier.

Article 8 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 9 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours ;
- L'entreprise AMC Groupe.

Fait à AUREILHAN, le 07 DEC. 2023

**La Maire Adjointe,
Déléguée à la sécurité,**



Frédérique BELLARDI